



NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Bulletin élaboré
par des travailleurs de
RENAULT
GRAND-COURONNE

l'étincelle

Pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : etincelle.rouen@orange.fr

Lundi 9 avril 2012

Interdire les licenciements ? Oui c'est possible !

Pas de trêve électorale qui tienne pour le patronat. Les plans de licenciements se succèdent sous toutes les formes possibles, dans tous les types d'entreprises. Par une explosion des ruptures de contrat dites hypocritement « conventionnelles » ; par des ventes d'entreprises à prix symbolique à des magouilleurs connus pour liquider les boîtes rachetées au bout de quelques années comme c'est actuellement le cas à Arkéma, le groupe de la chimie, qui compte céder pour un euro son pôle vinylique au repreneur voyou Gary Klesch ; par des annonces générales de suppressions d'emplois dont le détail est repoussé après les élections comme à Air France ; par des fermetures de sites ; par un arrêt pur et simple de la production comme à Florange où le haut-fourneau est à l'arrêt pour une durée indéterminée, et ainsi de suite. Tous ces licenciements, qui ravagent les familles ouvrières ou parfois des régions entières se font au nom de la compétitivité de l'industrie française prise dans les tourments de la crise. Pourtant comme le note un éditorialiste des *Échos*, journal des milieux d'affaires, « *un constat s'impose : alors que le pays est à la peine, la plupart de ses fleurons ne connaissent pas la crise* ». Traduit de la langue patronale : quand la classe ouvrière trinque, la bourgeoisie se régale. Les groupes du CAC 40 ont ainsi reversé 35,8 milliards de dividendes aux actionnaires en 2011, une part toujours plus importante des profits au détriment des salaires et de l'emploi.

Stopper cette litanie de licenciements par leur interdiction est une nécessité vitale pour l'ensemble des travailleurs. Et cela ne dépend pas d'un résultat électoral.

Interdire les licenciements suppose une lutte d'ensemble de la classe ouvrière. Une lutte qui lierait entre elles les multiples combats dispersés qui existent déjà, dans la métallurgie, la chimie, le textile, le commerce, les transports, la poste, les hôpitaux... La lutte entreprise par entreprise conduit parfois à de petits reculs partiels et provisoires du patronat, mais il faudra que tous ces

combats locaux convergent pour opposer au patronat les forces de l'ensemble du monde du travail. Une telle mobilisation permettrait également aux salariés, eux qui se trouvent à tous les échelons de l'organisation économique, de contrôler les comptes des grandes entreprises. Celles dont dépendent bien souvent les comptes de centaines de PME, de régions entières.

Les travailleurs seraient alors en situation de dicter leurs conditions : prendre sur les profits actuels ou passés pour partager le travail entre tous, au lieu du chômage pour les uns et de l'exploitation aggravée pour les autres ; imposer des augmentations de salaires minimales de 300 euros nets mensuels pour rattraper le coût de la vie. Et bien d'autres revendications.

C'est la perspective que défend notre camarade Philippe Poutou, ouvrier de l'automobile, qui se présente aux présidentielles pour le NPA.

Ce programme de lutte est bien plus réaliste que penser qu'un bulletin de vote ou un sauveur suprême pourrait contraindre les familles Peugeot, Bouygues, Mittal et consorts à arrêter leurs attaques. Pour les faire céder, il faudra que ces gens-là aient peur de tout perdre. Que nous soyons tous leur cauchemar.

A l'heure où toute l'Europe est traversée par les mêmes plans d'austérité, peu importe la couleur politique des gouvernements. Des grèves, dont celles générales d'une journée, ont parcouru l'Europe, de la Grèce à l'Espagne, de l'Italie au Portugal ou même l'Allemagne. Arrivera bien le moment où toutes ces colères successives se transformeront en une véritable déflagration sociale. Les travailleurs seront alors en mesure de contraindre ces messieurs du gouvernement et du CAC 40 de nous céder de toute urgence ces mesures de sauvegarde qu'ils jugent aujourd'hui « impossibles ».

***Le 22 avril votez pour la lutte, votez
Philippe Poutou !***

LA VRAIE INSERTION, C'EST L'EMBAUCHE

Dans le numéro de Mars de « Connexions », le magazine interne de SFKI, nous découvrons la politique Emploi 2012 de Grand-Couronne. Eh oui, dans cet article, on nous présente l'arrivée de 28 stagiaires en « insertion » pour St André... Or, copier c'est gagné qu'ils disent car à Grand-Couronne, c'est 30 stagiaires « insertion » qui seront recrutés en formation en alternance, histoire d'avoir 15 stagiaires en permanence à l'usine.

Bien sûr, c'est pour avoir un diplôme et pas comme diront les mauvaises langues pour avoir une main d'œuvre renouvelable pas chère !

LES DIX PLUS HAUTS SALAIRES SONT-ILS AUSSI TRANSPARENTS ?

Pendant des années, Renault éditait un relevé de nos salaires gagnés sur l'année écoulée pour remplir la feuille d'impôts. Cela a été supprimé pour des raisons d'économie...

Et maintenant, cela réapparaît sous forme de bilan social individuel mais apparemment cela n'a pas la même fonction. Cela permet à Renault de mettre en avant ses charges !

DES ÉCONOMIES RADIOACTIVES

Un départ de feu et une fuite d'eau radioactive due au mauvais état de la tuyauterie ont eu lieu dans le cœur du réacteur nucléaire de la centrale de Penly.

EDF, qui ne fait pas dans la transparence, c'est le moins qu'on puisse dire, diminue ses coûts d'entretien en faisant appel à la sous-traitance, mettant en danger ceux qui travaillent dans les centrales (et en premier lieu les sous-traitants et intérimaires peu ou pas formés aux règles de sécurité) ainsi que la population environnante. Les centrales françaises sont « fiables » nous avait-on juré au moment de la catastrophe de Fukushima.

Mais c'est la même loi du fric qui y règne.

LES ASSASSINS QUI NOUS GOUVERNENT

En Grèce, le suicide d'un retraité en plein centre d'Athènes a soulevé une vive émotion. Il avait laissé une lettre accusant le gouvernement de l'avoir

privé de ressources par la diminution des pensions, et disant ne pas trouver « d'autre solution pour en finir dignement avant de devoir faire les poubelles pour me nourrir ».

Une grande partie de la population grecque est aujourd'hui réduite à la misère. C'est la conséquence de la politique criminelle imposée par les banquiers et les gouvernants européens à leur service, Sarkozy, Merkel et compagnie... et approuvée, soit dit en passant, aussi par François Hollande.

SARKOZY PRÉPARE-T-IL SA RETRAITE ?

Sarkozy vient de promettre que les pensions de retraite du régime général seraient versées le 1^{er} de chaque mois, au lieu du 8. Drôle de scoop pour une mesure déjà décidée en 2010 mais pas appliquée, comme une sorte de promesse électorale avant l'heure.

Quant au vrai problème des retraites, c'est surtout leur montant et celui du minimum vieillesse (l'Allocation de soutien aux personnes âgées) d'à peine plus de 700 euros par mois... Mais c'est combien une retraite de président ?

EN ESPAGNE AUJOURD'HUI, EN FRANCE DEMAIN ?

Le gouvernement espagnol a présenté un nouveau plan de rigueur : maintien du gel des salaires des fonctionnaires avec obligation de travailler plus longtemps, coupes dans les dépenses publiques, chômeurs moins indemnisés, hausse des factures de gaz et d'électricité...

Dix millions d'Espagnols avaient fait grève jeudi 29 mars, des centaines de milliers avaient défilé dans les rues. Un nouvel appel est prévu le 1er mai. Et les travailleurs espagnols pourraient bien ne pas se contenter de simples journées d'action.

Ce n'est que le début, et le début aussi d'une réaction qui devra s'étendre à toute l'Europe où, après la Grèce, le Portugal, l'Espagne, la même politique d'austérité nous menace tous.



PHILIPPE POUTOU

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste

EN MEETING JEUDI 19 AVRIL - 20H
SALLE SAINTE CROIX DES PELLETIERS A ROUEN



WWW.POUTOU2012.ORG

Avec la participation d'Olivier BESANCENOT !